



ASIA FOCUS

LA MOBILISATION DE LA LANGUE JAPONAISE DANS LA DIPLOMATIE COMME OUTIL DE PROMOTION DE L'IDENTITÉ NATIONALE

Natsuko d'Aprile / Chercheuse doctorale en sciences
sociales et politiques à l'Université Libre de Bruxelles,
aspirante FRS-FNRS

Novembre 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Natsuko d'Aprile / Chercheuse doctorale en sciences sociales et politiques à l'Université Libre de Bruxelles, aspirante FRS-FNRS

Natsuko d'Aprile est chercheuse doctorale en sciences sociales et politiques à l'Université Libre de Bruxelles et Aspirante FRS-FNRS. Ses analyses portent sur les diplomaties publiques française et japonaise, et sur la manière dont l'identité nationale influence l'élaboration de ces politiques.

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

Cet article vise à démontrer comment le Japon utilise la langue japonaise comme ressource diplomatique et promeut son identité nationale par le biais du japonais *via* sa diplomatie publique. Si les travaux actuels ont démontré que la culture populaire a contribué de manière significative à sa diffusion dans le monde, nous souhaitons combler certains manquements en mettant l'accent sur le lien entre identité nationale et diplomatie linguistique afin de présenter cette dernière comme une émanation de la politique domestique, répondant ainsi à la question suivante : comment le Japon mobilise-t-il le japonais comme ressource diplomatique afin de projeter son identité nationale ? De par une étude du statut domestique du japonais, des acteurs en charge de sa diffusion et des narratifs employés, notre recherche démontrera que les institutions élaborent majoritairement leur discours autour du principe de compréhension mutuelle, construisant la langue comme un instrument pour recueillir la confiance des audiences étrangères. Toutefois, leurs déclarations peuvent être interprétées comme une affirmation implicite de l'identité singulière du Japon.

INTRODUCTION

En tant qu'aspect de l'héritage culturel d'une nation, la langue nationale en constitue une composante fondamentale, qu'elle soit *de jure* ou *de facto*. Définie comme une langue (ou la variante d'une langue, par exemple un dialecte) qui a une connexion – *de facto* ou *de jure* – avec un peuple et le territoire/les territoires qu'il occupe (Fathi, 2023, p.2), elle est un instrument crucial servant à communiquer et réaffirmer une différence culturelle (Kamusella, 2001), ainsi qu'à nourrir un sentiment d'identité chez un peuple (Blommaert, 1996). Pour les idéologies nationalistes, la langue est reliée à un passé illustre et constitue une référence à la grandeur nationale collective (Nectoux, 2001). Les États la défendent et la valorisent à différents degrés par le biais de politiques culturelles et peuvent lui conférer un rôle politique, voire un caractère sacré, aussi bien au niveau domestique qu'international. Au niveau domestique, la langue peut être mobilisée par les élites politiques pour réaffirmer la différence culturelle d'une nation vis-à-vis des autres (Kamusella, 2001). Cela peut reposer sur un sentiment fort (ou dans le cas contraire, faible) d'identité partagée. Au niveau international et diplomatique, sa promotion à l'étranger constitue un important outil d'influence. En effet, la langue permet à un pays d'être mis sur le devant de la scène et d'en promouvoir une image favorable. Celle-ci étant considérée comme un moyen de favoriser la compréhension mutuelle, les gouvernements conduisent des activités variées destinées à l'enseignement de la langue nationale dans d'autres États (Gil, 2017), mais les pratiques diffèrent selon les valeurs culturelles et l'histoire d'une nation (Özkan, 2015). Cette activité est déployée dans un

contexte de défense d'un objectif précis de politique étrangère, que nous appréhendons comme une opportunité d'explorer la manière dont un État met en avant sa culture nationale et emploie des narratifs à ce sujet pour le légitimer.

Dans le cas du Japon, sa culture populaire (notamment les mangas et les *anime*) a contribué de manière significative à la diffusion de la langue japonaise. Néanmoins, la littérature scientifique actuelle doit encore prendre en considération la façon dont les élites politiques mobilisent la langue pour projeter l'identité de leur pays et construisent des narratifs nationaux. En effet, les travaux existants regroupent des contributions historiographiques et linguistiques sur l'histoire de l'éducation en langue japonaise ainsi que la façon dont celle-ci est représentée dans les manuels (Matsumoto & Okamoto, 2003 ; Yasuda, 2019). Plus récemment, des écrits en langue anglaise se sont penchés sur la promotion de la langue et de la culture japonaises via la *Japan Foundation* (JF, la principale institution en charge de la promotion de la culture japonaise) dans divers pays tels que la Chine (Vyas, 2008) ou la Bulgarie (Gadjeva, 2022). David McConnell (2015) s'est focalisé sur le rôle du *Japanese Exchange and Teaching Program* (JET, un programme d'échange international étudiant) en tant qu'outil de la diplomatie culturelle du Japon au service de son *soft power*. De façon similaire, Nissim Kadosh Otmazgin (2012) a analysé l'évolution de la diplomatie culturelle japonaise en Asie, incluant la diffusion du japonais au sein des colonies comme un moyen de renforcer leur intégration, l'implémentation tardive des politiques de diplomatie culturelle après la défaite de 1945 ainsi que la nécessité pour le pays de restaurer son image. Néanmoins, les écrits actuels nécessitent d'être approfondis, notamment concernant l'emploi de la langue par les acteurs politiques comme ressource diplomatique et outil pour projeter l'identité nationale.

Aux fins de répondre à la question de recherche - *comment le Japon mobilise-t-il le japonais comme ressource diplomatique afin de projeter son identité nationale ?* - nous évaluerons comment les stratégies politiques sont justifiées et légitimées par les acteurs publics à travers des références explicites ou implicites à la nation ; plus globalement, comment l'héritage et les traditions historiques de cette langue impactent la diplomatie linguistique. Pour ce faire, notre analyse est divisée en quatre sections. Nous allons premièrement présenter la méthodologie utilisée dans cet article. Nous nous focaliserons ensuite sur le statut domestique de la langue japonaise, notamment en décrivant le rôle qu'elle a joué dans la construction de l'État-nation depuis l'ère Meiji. Nous allons ensuite présenter la diplomatie linguistique du Japon, en y incluant les acteurs et structures en charge de cette politique. *In fine*, la dernière section analyse les discours et narratifs produits par les acteurs décisionnels

afin de légitimer le japonais. La conclusion discutera les résultats et présentera des suggestions pour de futurs travaux sur le sujet.

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Cet article mobilise principalement une approche qualitative en se basant sur une analyse qualitative de contenu (*qualitative content analysis*, QCA). Nous avons initialement souhaité utiliser l'analyse des narratifs comme méthode principale. Celle-ci constitue une approche privilégiée par les études sur l'identité et sa construction (Coman et al., 2019) et le but était de se pencher sur leur forme et leur contenu (Patterson & Monroe, 1998) et d'identifier les références à l'identité nationale. Néanmoins, cela s'est avéré inaccessible au vu de l'absence de discours tenus par les Premiers ministres (qui fera l'objet d'une sous-section). Afin de compléter cette omission, nous nous sommes référés à l'analyse qualitative de contenu, largement utilisée dans les sciences sociales (Mayring, 2015). Définie comme « the systematic reduction of content, analyzed with special attention to the context in which it was created, to identify themes and extract meaningful interpretations of the data » (Roller & Lavrakas, 2015, p.232, dans Roller, 2019), elle a pour but d'extraire les dimensions apparentes d'un discours (en l'occurrence son message direct) qui sont accessibles à travers une étude de son lexique (Coman et al., 2019). La QCA est surtout employée en présence de textes relativement courts, comme des documents de politique générale ou des discours brefs dans notre cas. Trois principales sources sont mobilisées : les sites Internet du ministère des Affaires étrangères (MAE) et de la JF, les livres bleus diplomatiques du MAE (*Diplomatic Bluebooks*, exposant les activités diplomatiques annuelles du Japon) et *in fine* les rapports annuels de la JF. Un codage manuel direct sera performé sur les matériaux et nous expliciterons nos propos à l'aide d'extraits.

LANGUE ET IDENTITÉ NATIONALE AU JAPON DEPUIS L'ÈRE MEIJI

Cette section analyse la connexion entre langue et identité nationale au Japon et son statut au sein de la politique domestique. Le choix de ce *modus operandi* est justifié par le fait qu'appréhender la politique domestique est essentiel à la compréhension des choix de politique étrangère (Fearon, 1998). Au sein des États-nations, chaque langue est dotée d'un rôle spécifique basé sur sa culture et son histoire. Une fois reconnue de manière officielle, une langue nourrit un sentiment d'unité nationale et rassemble les citoyens. Elle préserve également l'héritage d'une nation ainsi que ses traditions, c'est pourquoi les États veillent à la

sauvegarder (*The connection between language and national identity*, n.d). Il existe donc des conceptions différentes de la langue en tant que symbole de l'unité nationale. Concernant le japonais, il fut utilisé comme instrument idéologique et d'unification après 1868 et est ensuite devenu la langue nationale *de facto* (sans consécration légale ou constitutionnelle). Il est néanmoins considéré que cette absence de protection reflète une affirmation implicite du monolinguisme du Japon.

Statut du japonais : la langue nationale de facto comme affirmation implicite du monolinguisme étatique ?

La langue japonaise est généralement définie par deux concepts : *kokugo* (*koku* en tant que nation et *go* en tant que langue) fait référence à la langue nationale, tandis que *nihongo* fait référence à la langue japonaise. Son statut politique est caractérisé par le fait qu'il s'agit de la langue officielle du Japon *de facto* et non *de jure* (comme c'est le cas en France à titre d'exemple).

Selon S. Robert Ramsey (2004), le Japon était fragmenté sur le plan linguistique avant l'ère Meiji, avec des dialectes variés. Les élites politiques considéraient que la société devait parler une langue commune, surtout après la victoire du Japon lors de la guerre sino-japonaise de 1894-1895. En effet, il était nécessaire pour l'armée de communiquer de façon rapide et efficace par le biais d'une langue standardisée. Ainsi, le pays a vu émerger une réflexion sur la façon dont le japonais pouvait renforcer la nation (Clark, 2020). La restauration de Meiji visait donc en partie à créer un État moderne et unifié à travers l'uniformité linguistique (Lee, 2004, dans Sato & Doerr, 2014), et l'établissement d'une forme commune de communication (Clark, 2020). Il était considéré que des discours et pratiques standardisés poseraient les fondations d'un gouvernement égal aux autres puissances de l'époque (Sato & Doerr, 2014). L'implémentation du *kokugo* avait donc pour but de nourrir un sentiment d'unité au sein d'une nation japonaise émergente (Heinrich, 2012). En outre, la victoire du Japon lors de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 permit la montée en puissance du pays sur la scène internationale, amenant les autorités à établir de nouvelles politiques afin que les citoyens parlent une langue unique. Dans le cadre de cette politique d'assimilation, l'usage des langues Aïnou et d'Okinawa fut prohibé (Gottlieb, 2011). Les autorités rendirent obligatoire l'enseignement du *kokugo* comme langue d'éducation standard et NHK (*Nippon hōsō kyōkai*, le seul groupe audiovisuel du Japon) devait employer des orateurs certifiés du *hyōjungo* (la « langue standard ») et sensibiliser le public aux standards linguistiques (Ramsey, 2004). C'est durant cette même période que le gouvernement propagea le japonais dans les colonies taïwanaises et coréennes afin de construire une communauté japonophone. Néanmoins, la

résistance à laquelle les autorités firent néanmoins face les conduisit à imposer une politique coercitive et assimilationniste contre les dialectes non-japonais. De manière générale, cela symbolisait une tentative de remplacer les identités locales par une « communauté imaginée plus large, comme dans l'État-nation » (Heinrich, 2013, p.120). Le *kokugo* fut donc inventé comme une idéologie dans le but de développer une conscience nationale (Tai, 2003). De cette manière, le développement du Japon en tant qu'État-nation alla de pair avec la construction du *kokugo* en tant que discours nationaliste contribuant au renforcement de l'identité nationale japonaise (Lee, 2017). Le japonais ne fut donc pas utilisé comme un instrument diplomatique, mais comme un instrument d'unification et de standardisation.

Aujourd'hui, le Japon fait partie des quelques nations n'ayant pas inscrit le statut du japonais dans sa Constitution (comme l'a fait la France dans son article 2, à titre d'exemple) (Saruhashi, 2008), ce qui en fait la langue officielle *de facto* (contrairement au français, langue *de jure*). En effet, aucune législation ne le définit comme tel. Il est largement considéré qu'il n'est pas indispensable de connaître une langue autre que le japonais dans la vie quotidienne (Tukahara, 2002). Cela est issu du fait que durant la période d'après-guerre, l'absence d'incorporation d'une disposition sur la langue nationale dans la Constitution reflétait la décision de ne pas voir la question de la langue comme un problème et, plus globalement, une croyance dans le monolinguisme du Japon (Kimura, 2010). La question du monolinguisme du pays fut amplement débattue durant cette période, bien qu'il serait erroné de percevoir le Japon comme linguistiquement homogène au vu des nombreux dialectes composant le pays (comme ceux de Kyushu, Okinawa ou Hokkaido). En effet, lors des années 1970, les tenants du discours nationaliste *nihonjinron* soutenaient que le Japon était une nation monolingue et homogène. Ses théoriciens affirmaient que le *nihongo* n'était accessible qu'aux japonophones natifs (Rear, 2017) et qu'il était impossible pour les étrangers de parler un parfait japonais (Suzuki, 1975, dans Haugh, 1998). Cela était justifié par les caractéristiques « uniques », propres au japonais (Haugh, 1998) : il s'agit d'une langue difficile à apprendre en comparaison aux autres ; elle est considérée plus pure ; elle implique un certain état d'esprit ; elle est davantage émotionnelle ; *in fine*, le silence et la communication non-verbale en sont des composantes importantes.

Cette vision traditionnelle a longtemps dominé le paysage politique et la société japonaise. En effet, bien des décennies plus tard, l'importance d'une langue standard dans le processus de construction de l'État-nation était toujours profondément ancré dans l'opinion publique. Une étude conduite en 2001 par l'Agence pour les Affaires culturelles indiquait que la plupart des enquêtés valorisaient la langue japonaise, car ils l'assimilaient à la culture japonaise. Plus

particulièrement, l'ancien Premier ministre Asō Tarō¹, connu pour ses positions nationalistes, affirmait en 2005 que le Japon était une nation avec « une civilisation, une langue, une culture et une race » (Gottlieb, 2011).

Néanmoins, l'avènement de la mondialisation conduisit le ministère de l'Éducation à encourager l'utilisation des dialectes au sein des collectivités ou l'apprentissage de l'anglais. Selon Igarashi Yuko (2018, p.65), le Japon devint une société « bi dialectale », du fait de parler le japonais standard dans la sphère publique et les dialectes dans la sphère privée. En ce sens, bien que de plus en plus d'activités multilingues sont conduites au sein de la société japonaise (Turnbull, 2020), l'absence de statut légal et constitutionnel peut être perçue comme le reflet du discours nationaliste d'après-guerre et donc une affirmation implicite du monolinguisme du Japon comme élément de son identité culturelle. Il reste toutefois essentiel de s'intéresser à cet aspect de l'identité japonaise dans le cadre de la politique étrangère du pays. Dans la continuité de cette analyse, la section suivante analyse l'influence de cette politique domestique sur l'internationalisation de la langue japonaise à travers la diplomatie.

*La promotion du japonais dans le contexte du *kokusaika* : internationalisation et distinction*

Comment la diplomatie linguistique représente-t-elle la continuité de cette politique domestique, au-delà des frontières nationales ? De la même façon, les acteurs décisionnels placent différents degrés de priorité sur la diplomatie de la langue, basés sur la vision qu'un État a de son rôle dans le monde et de ses intérêts nationaux (Hill & Wallace, 1996). Elle opère donc au sein d'un cadre reflétant ses objectifs. À cette fin, notre analyse se focalisera sur la façon dont la langue nationale est promue via la diplomatie japonaise depuis les années 1990, une période durant laquelle le pays remet en question ses politiques culturelles à l'étranger. En effet, il prit en considération le succès de sa culture populaire ainsi que les bénéfices tirés de son *soft power* (Otmazgin, 2012) et mit en place diverses activités mobilisant ses réseaux culturels, ainsi que des certifications linguistiques. Néanmoins, nous démontrerons au fur et à mesure que, malgré ces activités, la promotion du japonais n'est pas nécessairement regardée comme une tâche centrale de la diplomatie japonaise.

La promotion du japonais s'inscrit dans la politique d'internationalisation lancée par l'ancien Premier ministre Nakasone Yasuhiro. Il existe un solide débat autour du *kokusaika* et sa signification. Suite à la capitulation du Japon en 1945, le gouvernement s'abstint de promouvoir le japonais au vu des politiques entreprises durant la guerre. Il lança cette

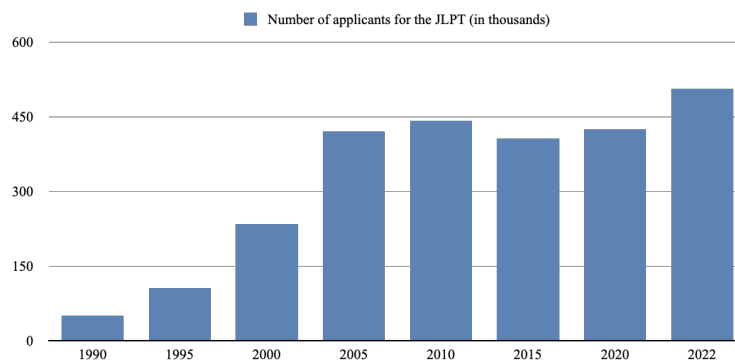
¹ L'ordre des noms et prénoms suit la convention d'appellation japonaise : le nom de famille précède le prénom.

politique vers les années 1970 et la renforça durant les années 1980 dans le contexte du *kokusaika* (« internationalisation »), rendu officiel par Nakasone (bien que ce terme apparut dans les années 1920). Il avait pour objectif de faire du Japon une « nation internationale » (*kokusai kokka*), en reconnaissant que le pays était longtemps resté insulaire et devait accomplir de nouvelles obligations internationales (Borg, 2018). La popularité du terme *kokusaika* (notamment dans le domaine de l'éducation, le Japon souhaitait accueillir davantage d'étudiants étrangers [Nonaka, 2020]) conduisit néanmoins à deux positions contradictoires : une selon laquelle le Japon devait évoluer et s'ouvrir au monde (John, 2000), et que l'internationalisation devrait transcender les identités nationales (Goodman, 2007); une autre, davantage nationaliste, selon laquelle l'internationalisation devrait être basée sur le caractère purement japonais (« Japaneseess ») (Goodman, 2007). Cette deuxième position a d'intéressantes implications. En effet, nous avons mentionné que la politique d'internationalisation fut rendue officielle dans les années 1980 comme une réponse à une pression extérieure afin que le Japon s'ouvre à des biens et services étrangers. Toutefois, la définition japonaise d'internationalisation est basée sur la croyance que le Japon est distinct du reste du monde. En revanche, la mondialisation est fondée sur la production d'une culture commune intégrée dans les sociétés occidentales (Featherstone, 1996, dans Hashimoto, 2000). Lorsque le Japon atteignit le sommet de sa croissance économique dans les années 1980, beaucoup perçurent ce succès comme coïncidant avec un sentiment nationaliste grandissant et la définition de ce que signifie être japonais (Befu, 1983, dans Goodman, 2007). Le pays faisait également face à une critique de la part des États occidentaux en raison de déséquilibres commerciaux. Il chercha donc à devenir membre des pays industrialisés occidentaux, mais s'ajouta à cette volonté celle de maintenir l'identité du Japon et de communiquer au monde son caractère distinctif. En conséquence, il existe une réflexion selon laquelle le *kokusaika* serait davantage le reflet d'une revendication d'une identité distincte (Kubota, 2002, dans Liddicoat, 2007) plutôt qu'une ouverture (Burgess, 2004).

Néanmoins, la promotion du japonais dans le cadre de la politique du *kokusaika* lancée par Nakasone résulta en un renforcement de l'apprentissage de la langue à l'étranger (Otmazgin, 2012). Plus globalement, après avoir implémenté sa diplomatie culturelle de manière relativement tardive du fait de son passé militariste (en particulier en Asie du Sud-Est), le gouvernement prit conscience du succès de sa culture populaire et de ses bénéfices pour l'économie nationale, en majeure partie grâce aux mangas, les *anime*, la musique pop et les produits de mode. Les autorités décisionnelles capitalisèrent davantage sur les ressources culturelles comme outils de *soft power*, ce qui est davantage considéré comme une réaction à la popularité du Japon à l'étranger qu'une réflexion de la part du gouvernement (Otmazgin,

2012). Le nombre d'apprenants du japonais augmenta, passant de 127 167 en 1979 à 3 794 714 en 2021 (The Japan Foundation, 2022). Si nous nous focalisons sur le nombre de candidats au *Japanese-Language Proficiency Test*, le graphique suivant démontre un intérêt grandissant pour cette évaluation :

Graphique 1 : Nombre de candidats au *Japanese-Language Proficiency Test*.



Note. Ces chiffres sont disponibles sur le site officiel du Japanese-Language Proficiency Test.

Ces chiffres sont en partie expliqués par la réception favorable que connut la culture japonaise à l'étranger (Iwabuchi, 2002), et ce grâce aux industries des médias locaux. Cela conduisit les élites politiques à avoir des attentes plus élevées à l'égard de la culture populaire en tant que moyen de promotion d'une image positive du Japon, et également de résoudre les conflits historiques (Iwabuchi, 2015).

Ainsi, cette contextualisation de la diplomatie de la langue dans les années 1990 a démontré comment le Japon a renforcé ses politiques, mais nous estimons néanmoins qu'il est nécessaire de compléter cela avec une analyse des acteurs et des structures en charge de cette diplomatie. De cette manière, nous pouvons saisir l'influence des choix domestiques, de la culture et de l'histoire sur la conduite de cette politique.

LES ACTEURS ET STRUCTURES EN CHARGE DE LA PROMOTION DE LA LANGUE À L'ÉTRANGER : L'ABSENCE DU JAPONAIS PARMIS LES TÂCHES TRADITIONNELLES DE LA DIPLOMATIE

Historiquement parlant, les États ont implémenté divers établissements destinés à la promotion de leur langue. Les acteurs de la diplomatie linguistique agissent au sein d'un cadre institutionnel spécifique dans la poursuite de leurs objectifs. Cette étude des acteurs et de

l'organisation, plus globalement, de la diplomatie du Japon en soulignera une politisation et une institutionnalisation limitées.

Le rôle de la Japan Foundation : Une politique en dehors du ressort de l'État ?

La Japan Foundation (JF) est la principale agence en charge de la diffusion de la langue et de la culture japonaises et est considérée comme un acteur diplomatique concret. Établie en 1972, elle est devenue une institution administrative indépendante (IAI) en 2003 à travers une réforme, agissant en coordination avec le ministère des Affaires étrangères (Japan Foundation, 2004). Créée en tant qu'« entité légale spéciale », nous considérons utile d'analyser son implémentation afin de déterminer comment son fonctionnement reflète la culture politique japonaise.

D'après ses dires, le principal objectif de la JF est de forger des amitiés et des liens entre le Japon et le monde, de cultiver la compréhension mutuelle (« mutual understanding »), et ce à travers la culture, la langue et le dialogue (Japan Foundation, n.d.). Avec un budget d'environ quinze milliards de yens en 2022 (Japan Foundation, 2022) et 26 bureaux dans 25 pays, il s'agit de la seule institution japonaise en charge des arts et échanges culturels, de la promotion du japonais à l'étranger, et des échanges intellectuels. Historiquement parlant, sa création en 1972 comme une « entité légale spéciale » (Japan Foundation Toronto) de par un acte juridique de la Diète visait à renforcer l'image internationale du pays (Iwabuchi, 2015). La JF fut considérée comme la première organisation spécialisée dans la diffusion de la culture japonaise dans le monde (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2004 ; Park & Lim, 2014) : « The creation of the Japan Foundation is expected to lay the foundation for the future development of Japan's cultural exchange projects » (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 1973). Elle peut donc être perçue comme une innovation à une époque où la promotion de la culture japonaise ne constituait pas encore la norme. En effet, il était primordial de renforcer la compréhension mutuelle entre le Japon et le monde, et notamment en Asie du Sud-Est, où les États percevaient encore la politique étrangère japonaise comme étant purement tournée vers des objectifs économiques. De cette manière, la JF permit au pays d'arborer un visage davantage socioculturel et de corriger sa perception à l'étranger, allant au-delà de l'exportation des voitures et des produits électroniques (Snow, 2023).

Plusieurs décennies après, en 2003, la JF devint une IAI et obtint davantage d'autonomie de la part du gouvernement. L'établissement des IAIs (*dokuritsu-gyosei-hojin*) prit place à la fin des années 1990 et fut officiellement introduit au début du 21^e siècle dans le contexte de la *Basic Law for Reform of the Central Ministries and Agencies*. À une époque où le Japon souffrait d'une récession économique, cette réforme visait à renouveler un système obsolète

introduit après la Seconde Guerre mondiale, créer une société égalitaire et mettre en place un gouvernement plus efficient et transparent (Oka, 2004), améliorant la qualité des services proposés aux citoyens (Kaneko, 1999). Les IAIs étant en charge des services administratifs qui étaient autrefois pris en charge par le gouvernement (Agency for Cultural Affairs, n.d.), les politiques ne passent plus par une intervention excessive du gouvernement, permettant aux individus d'agir de manière plus autonome (Oka, 2004). Sur base de l'article 2 (1) du *Act on General Rules for Incorporated Administrative Agencies* de 1999, les IAIs possèdent trois caractéristiques : elles doivent conduire des services qui ne nécessitent pas d'être directement implantés par l'État et qui contribuent à la stabilité des citoyens, de la société et de l'économie, mais qui ne pourraient pas être conduits de manière efficace si implantés par des entités privées :

*The term "Incorporated Administrative Agency" as used in this Act means a corporation, incorporated pursuant to the provisions of this Act and the relevant Individual Act as an agency managed under the medium-term objectives, a national research and development agency or an agency engaged in administrative execution, for the purpose of effectively and efficiently conducting, from among the processes and services **that need to be implemented securely from a public perspective, such as the stability of the lives of the people, society and the economy, and that do not need to be implemented directly by the State itself, those affairs that may not necessarily be implemented properly if entrusted to private entities or that need to be conducted monopolistically by a single entity** (hereinafter referred to as "Public-Sector Processes, etc." in this Article) (Article 2 [1] of the 1999 Act on General Rules for Incorporated Administrative Agencies).*

Les législateurs ont donc déplacé les activités de l'exécutif en dehors du cadre organisationnel du gouvernement central (Yamamoto, 2006). Néanmoins, une telle organisation n'est pas nouvelle : en effet, l'idée des IAIs est inspirée du système britannique, ce qui permit au Premier ministre de poursuivre son agenda politique de manière plus efficace (Kingdon, 1995, dans Isozaki, 2007). Cela démontre deux choses : d'une part, la tendance du Japon du *wakon yōsai* depuis l'ère Meiji, consistant à adopter des systèmes étrangers et à les adapter à son propre paysage politique et culturel (Yamamoto, 2006) ; d'autre part, du fait de la JF devenant une IAI en 2003, la promotion de la culture japonaise est donc considérée comme nécessaire au développement social du Japon, mais n'est pas entièrement implémentée par l'exécutif pour davantage d'efficacité, bien que le ministère des Affaires étrangères intervienne pour fixer des objectifs à moyen terme (Yamamoto, 2006). En ce sens, le changement de nature de la JF ne s'inscrit plus dans les compétences du gouvernement central, mais d'individus

autonomes, illustrant un « affaiblissement » du rôle de l'État dans la diplomatie culturelle japonaise.

Le Premier ministre : une omission des narratifs défendant le japonais

Cette section vise à démontrer que le Premier ministre japonais n'est pas concrètement considéré comme le principal défenseur de la langue japonaise, et ce du fait d'une absence de discours visant à promouvoir ou défendre le japonais.

De manière générale, les pouvoirs politiques mobilisent le discours pour donner du sens à une politique, la promouvoir, et convaincre les audiences de sa légitimité (Scollon, 2008). En tant que premiers représentants de la politique étrangère japonaise, nous avons considéré qu'ils auraient pu produire des narratifs destinés à défendre le japonais. À cette fin, nous avons conduit des recherches Internet en anglais et en japonais et parcouru divers sites du gouvernement afin de déterminer si des discours officiels étaient disponibles. Nous avons observé que le gouvernement ne diffuse aucun discours politique, ce que nous percevons comme une absence de stratégie de légitimation de la part des élites politiques. Ce constat sera renforcé dans la section suivante, dans laquelle nous évoquerons l'absence d'un département spécifiquement dédié à la promotion du japonais au sein du ministère.

L'absence d'un département dédié à la promotion du japonais au sein du ministère des Affaires étrangères

Comme nous l'avons expliqué précédemment, la JF est la principale organisation en charge de la promotion du japonais. Le fait que cette politique ne s'inscrive pas totalement dans les compétences du gouvernement, mais dans celles d'une entité autonome démontre un affaiblissement du rôle de l'État dans la diplomatie linguistique japonaise. Cela est d'autant plus notable quand nous analysons l'organigramme du ministère des Affaires étrangères et observons que, contrairement à d'autres pays (comme la France à titre d'exemple), il n'existe pas de département spécifiquement en charge de la promotion du japonais. Il est nécessaire de mettre l'accent sur cet aspect, car nous considérons que la présence ou non d'une unité en charge de la diplomatie linguistique au sein de l'administration centrale met en évidence dans quelle mesure cette politique représente une tâche centrale de la diplomatie et une affaire d'État (Müller, 2004, dans Hohenecker, 2012).

La capture d'écran qui suit représente les différentes sous-directions au sein de la Division pour les Affaires culturelles et les relations publiques à l'étranger (*Cultural Affairs and Overseas Public Relations Division*), elle-même faisant partie de la Direction générale pour la presse et la diplomatie publique :

Image 1 : La composition de la *Cultural Affairs and Overseas Public Relations Division*



Capture d'écran de l'organigramme du ministère des Affaires étrangères, disponible à l'adresse suivante :

<https://www.mofa.go.jp/about/hq/list2.html#09>

Le ministère japonais ne possède donc pas d'unité spécialisée. Mis ensemble, l'absence de narratifs de la part des Premiers ministres et de département au sein du ministère signifie que la question de la langue n'incarne pas une tâche traditionnelle et souveraine de la diplomatie du Japon.

Pour conclure cette section, la diffusion du japonais implique le gouvernement à un degré assez faible, comme il a été démontré à travers une omission des narratifs de la part des Premiers ministres ainsi que la nature davantage privée de la JF. Tous ces éléments seront renforcés par une analyse des narratifs du ministère et de la JF légitimant le japonais.

LA PROMOTION DU NIHONGO À TRAVERS LES NARRATIFS : L'ABSENCE DE RÉFÉRENCES EXPLICITES À L'IDENTITÉ NATIONALE

Les gouvernements sont souvent amenés à renforcer la relation entre langue et identité nationale (*The connection between language and national identity*, n.d.), et ce à travers des discours, en faisant référence à l'histoire et à la culture de la nation. Au vu de l'absence de narratifs de la part des Premiers ministres japonais, nous avons effectué une analyse qualitative de contenu basée sur les déclarations de la JF, disponibles dans ses rapports

annuels, afin d’y repérer des références discursives à l’identité japonaise. Nos résultats démontreront une relation entre langue japonaise et identité japonaise davantage implicite, traduite comme un but de compréhension mutuelle entre le Japon et les autres nations. En effet, le japonais n’est pas explicitement présenté comme un symbole d’unité nationale, mais nous estimons toutefois que le caractère distinctif du Japon est implicitement évoqué à travers les concepts sociologiques *d’uchi* et *soto*.

Véhiculer une image favorable du Japon à travers le principe de la compréhension mutuelle

Le but de cette section est de saisir les valeurs sous-jacentes au discours promouvant le japonais, en se focalisant sur le site du ministère des Affaires étrangères et de la *Japan Foundation*, ainsi que les rapports annuels accessibles sur les deux sites. Les déclarations publiées sur les sites sont les suivantes :

*The Japanese language education overseas plays an important role in **deepening the understanding of Japan overseas**, cultivating individuals engaged in exchange with Japan and creating bases for friendship with other countries. [...] More students learn Japanese, because of an interest in Japanese pop-culture, such as anime and manga, or due to a desire to understand a different culture (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2021).*

*Increasing familiarity with the Japanese language for people overseas helps to spread affection for and **understanding of Japan throughout the world** [...]. We also disseminate information about Japanese-Language teaching methods and provide teaching materials, and implement Japanese-Language tests that measure the Japanese-language proficiency of Japanese language learners (The Japan Foundation, n.d.).*

Nous pouvons déjà observer une forte emphase sur la compréhension du Japon comme priorité première, mais nous estimons nécessaire de compléter cela avec les propos contenus dans les Livres bleus diplomatiques :

Tableau 1 : Déclarations des *Diplomatic Bluebooks*

Année d’activités	Déclarations
-------------------	--------------

2003	<i>Promoting the use of the Japanese language abroad is essential for enhancing the understanding of Japan by young people abroad (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2004, p. 217).</i>
2009	<i>Accordingly, the government of Japan works on public relations overseas to promote understanding Japan and her foreign policies among the citizens of foreign countries. [...] In this regard, the Ministry of Foreign Affairs implements measures to promote Japanese language overseas, introduce pop-culture and other Japanese contemporary culture, and communicate Japanese foreign policy towards intellectuals abroad (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2010, p. 21).</i>
2014	<i>In a world in which diverse cultures coexist, respect for cultural diversity and promotion of mutual understanding will lead to laying the foundation for peace and prosperity. Based on this view, Japan is engaged in efforts to deepen understanding of both its traditional and popular cultures, promote people-to-people and intellectual exchanges, and encourage the study of the Japanese language (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2015, p. 281).</i>
2016	<i>Promoting Japanese language education overseas helps foster future leaders who will build a bridge between Japan and overseas, deepen understanding towards Japan, and lay a foundation for friendship with other countries. Therefore, MOFA engages in sending Japanese language specialists overseas, providing training for foreign Japanese language teachers in Japan, and developing Japanese language teaching materials through the Japan Foundation (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2017, p.328).</i>
2019	<i>Promoting the Japanese language overseas fosters individuals who engage in exchange with Japan, deepens understanding of Japan, and creates foundations for friendship between Japan and other countries (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2020, p.303).</i>
2021	<i>Diplomatic missions overseas carry out a range of cultural projects as part of efforts to promote a deeper understanding of Japan and expand the circle of people with a great affinity toward Japan in the areas under their jurisdiction. [...] In collaboration with MOFA and diplomatic missions overseas, the JF promotes and provides support for Japanese-language education and Japanese studies, as well as runs arts and cultural exchange projects to promote Japanese</i>

culture and arts in a variety of forms throughout the world (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2022, p. 319).

Les Diplomatic Bluebooks peuvent être consultés à l'adresse suivante :

<https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/index.html>

Tableau 2 : Rapports annuels de la Japan Foundation

Année	Déclarations
2005	<i>The Japan Foundation, whose founding mission is to promote mutual understanding between Japan and other cultures and contribute to the development of a peaceful global community, places special emphasis on Japanese language education as a way of making Japanese culture more accessible to people around the world and devoted to promoting all facets of Japanese-language education—from the development of instruction methods and textbooks to teacher training and administration of the Japanese–Language Proficiency Test outside Japan. As Japanese is coming to be used in increasingly diverse domains, Japan has an international obligation to support efforts to improve Japanese-language education worldwide and to proactively strengthen the education that it provides.</i>
2009	<i>Based on the principle of “Japanese for mutual understanding,” the Japan Foundation has developed the JF Standard for Japanese Language Education (JF Standard) as a tool to help think about teaching, learning, and assessment, and to play a core role in Japanese-language education. Recently, the Japan Foundation has also given priority to the development, management, and deployment of Internet and video tools to aid Japanese-language teachers and learners.</i>
2010	<i>Students of Japanese gain an understanding and appreciation of Japan in addition to knowledge of its language. The Japan Foundation encourages teaching of the Japanese language around the world, and ensures the quality of the education that students receive.</i>
2011	<i>By helping people in other countries learn the Japanese language, the Japan Foundation contributes to better understanding of Japan and cultivate friendships around the globe.</i>
2015	<i>Letting people overseas know about Japanese language leads to increasing their interest in and understanding of Japan. We work to enhance Japanese-language</i>

	<i>learning environments in each country in order to allow more people to study Japanese.</i>
2016	<i>Teaching the Japanese language to people outside Japan helps to increase their interest in and understanding of Japan. We work to enhance Japanese language learning environments around the world to provide more people with opportunities to study Japanese.</i>
2021	<i>Teaching the Japanese language to people outside Japan helps to increase their interest in and understanding of Japan.</i>

Les rapports annuels de la JF peuvent être consultés à l'adresse suivante :

<https://www.jpfi.go.jp/e/about/result/ar/>

Sur base de ces affirmations, le principe de « compréhension mutuelle » (« mutual understanding ») est récurrent dans la légitimation de la diplomatie publique japonaise par le gouvernement et la JF. Bien que la JF (s.d.) fait valoir la nécessité d'internationaliser le japonais afin de renforcer la présence du Japon dans le monde, la compréhension mutuelle constitue le principe central autour duquel la promotion du japonais tourne (The Japan Foundation, s.d.). En ce sens, la consolidation de la compréhension internationale du Japon constitue la majeure justification de la dissémination du japonais et le principal challenge auquel les acteurs cherchent à répondre. Toutefois, deux observations peuvent être émises. *Tout d'abord*, cet objectif n'a pas changé au fil des années et forme le fil conducteur des déclarations. *Deuxièmement*, nous ne discernons aucune référence explicite à l'identité nationale du Japon dans ces justifications et le japonais n'est pas mentionné comme véhiculant des valeurs spécifiques. Néanmoins, nous interprétons une telle compréhension mutuelle comme une affirmation implicite des différences culturelles entre le Japon et les autres pays et un moyen d'affirmer le caractère unique (« distinctiveness ») du Japon. Cela peut également être relié à l'analyse suivante.

La promotion du japonais à travers les concepts d'uchi et soto: différencier le Japon des autres

Cette seconde analyse complète la précédente de par une analyse des rapports annuels de la JF, mais de ceux publiés en japonais. Nous avons procédé à une analyse qualitative afin de mettre en avant des références à l'identité nationale. Des éléments intéressants ont émergé, tels que l'utilisation des appellations « people in other countries », « people overseas », or « people outside Japan ». Ces mots font écho à un concept socio-psychologique central au

sein de la société japonaise, celui de la distinction *uchi/soto*. Si *uchi* (内) signifie “in-group”, *soto* (外) signifie “out-group”, démontrant une différenciation entre le « nous » et « les autres » (Furuoka, 2002). *Uchi* peut inclure la famille, les amis, les collègues ou toute sorte de connaissance, alors que *soto* fait généralement référence au monde extérieur (Link, 2012). Cela illustre donc la façon dont le Japon conçoit les relations : les personnes peuvent être considérées comme *uchi* ou *soto*. Si nous mettons en avant les déclarations de la JF de 2010, 2017 et 2021, nous remarquons qu’elle utilise le symbole kanji de *soto* (que nous avons surligné) :

- 2010, 2017: 海外の人たちに日本語を知ってもらうことは、日本への親しみや理解を世界に広げることにつながります。(Making the Japanese language known to people from other countries will help to spread familiarity and understanding of Japan throughout the world.)²
- 2021: 海外での日本研究を支援することは、深い相互理解へとつながります。(Supporting Japanese studies abroad leads to deep mutual understanding.)³

En reliant cela au principe de compréhension mutuelle, à la nécessité de comprendre et apprécier le Japon, et l’accent sur les personnes vivant en dehors du Japon, on peut d’interpréter le discours de la JF comme une réaffirmation implicite de l’identité unique du Japon, qui peut être comprise grâce à la langue japonaise. De ce point de vue, la promotion du japonais n’est pas justifiée par une volonté de réaliser un but universel ou par des références au passé historique du pays, mais nous observons une rhétorique qui met implicitement l’accent sur une différenciation entre le Japon et les autres cultures et qui fait écho aux postulats du *kokusaika*.

CONCLUSION

Cet article a évalué la manière dont le Japon a mobilisé sa langue nationale *via* sa diplomatie publique afin de projeter son identité nationale depuis les années 1990. Nous avons tout d’abord démontré qu’historiquement parlant, le japonais incarnait un outil d’unification pendant le 19^e siècle, mais celui-ci n’a jamais fait l’objet d’une consécration ou protection institutionnelle, devenant la langue nationale *de facto* et non *de jure*. Nous avons ensuite démontré que ce statut domestique impactait directement la conduite de la diplomatie

² « Faire connaître la langue japonaise à des personnes d’autres pays contribuera à faire connaître et comprendre le Japon à travers le monde. »

³ « Soutenir les études japonaises à l’étranger permet une profonde compréhension mutuelle. »

linguistique, dans le sens où la promotion du japonais représente une tâche politisée à un degré peu élevé. L'absence de déclaration de la part des Premiers ministres et de département spécifique au sein du MAE indique que cette politique ne constitue pas une tâche traditionnelle de la diplomatie japonaise. Par conséquent, cet aspect se reflète dans l'analyse de contenu diplomatique, qui a généré deux résultats principaux : le MAE et la JF ne font pas explicitement référence à des valeurs identitaires japonaises, mais élaborent leurs propos autour d'un concept principal, celui de la compréhension mutuelle, construisant donc le japonais comme un instrument permettant de gagner la confiance des audiences étrangères. Nous suggérons toutefois que la JF procède à une réaffirmation implicite de l'unicité du Japon à travers les concepts de *uchi* et *soto*, mais cet aspect de la diplomatie japonaise nécessite davantage d'approfondissement. En effet, il sera nécessaire pour la littérature actuelle francophone et anglophone de se pencher sur la question de la diplomatie linguistique du Japon, au-delà de la question du *soft power*.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies scientifiques

- Coman, R., Crespy, A., Louault, F., Pilet, J. B., Van Haute, E., & Morin, J. F. (2016). *Méthodes de la science politique : de la question de départ à l'analyse des données*. De Boeck Supérieur.
https://books.google.be/books?id=fI9BDQAAQBAJ&dq=coman+louault+crespy&lr=&source=gbs_navlinks_s
- Dufour, F. G. (2019). *La sociologie du nationalisme : Relations, cognition, comparaisons et processus*. Presses de l'Université du Québec.
https://books.google.be/books?id=puWvDwAAQBAJ&dq=dufour+2019+nationalisme&lr=&source=gbs_navlinks_s
- Gadjeva, N. (2022). *Japanese public diplomacy in European countries: The Japan Foundation in Bulgaria and France*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003258797>
- Gil, J. (2017). *Soft Power and the worldwide promotion of Chinese language learning: the Confucius Institute project* (Vol. 167). Multilingual Matters.
<https://doi.org/10.21832/9781783098064>
- Ledoux, S. (2021). *La nation en récit*. Belin. <https://www.belin-editeur.com/la-nation-en-recit>
- Malešević, S. (2019). *Grounded nationalisms: A sociological analysis*. Cambridge University Press.
<https://books.google.be/books?hl=en&lr=&id=YpiHDwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PR8&dq=Grounded+nationalisms:+A+sociological+analysis&ots=MC0Sd-IBvD&sig=2owRs->
- McCrone, D. 1998. *The Sociology of Nationalism: Tomorrow's Ancestors*. London: Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9780203428856>
- Riessman, C. K. (2008). *Narrative methods for the human sciences*. Sage.
https://books.google.be/books?id=0DdzM-vh54UC&dq=riessman+2008+narratives&lr=&source=gbs_navlinks_s
- Sato, S., & Doerr, N. M. (Eds.). (2014). *Rethinking language and culture in Japanese education: Beyond the standard* (Vol. 155). Multilingual Matters.
https://books.google.be/books?id=HEJBAwAAQBAJ&dq=Sato+%26+Doerr,+2014&lr=&source=gbs_navlinks_s

Scollon, R. (2008). *Analyzing public discourse: Discourse analysis in the making of public policy*. Routledge.
https://books.google.be/books?id=2kVY28eEoucC&dq=public+policy+discourse&lr=&source=gbs_navlinks_s

Chapitres d'ouvrages collectifs

Bély, L. (2017). L'usage diplomatique de la langue française, instrument de la puissance ?, In K. Sanchez-Summerer, & W. Frijhoff (Eds.), *Linguistic and Cultural Foreign Policies of European States 18th-20th centuries* (pp.157-177). Amsterdam University Press.
<https://doi.org/10.2307/j.ctt1s476sk>

Blommaert, J. (2006). Language policy and national identity. Dans T. Ricento (Ed.), *An introduction to language policy: Theory and method* (pp. 238-254). Wiley-Blackwell.
https://books.google.be/books?id=ADw4TsEoQkAC&dq=language+and+national+identity&lr=&source=gbs_navlinks_s

Fathi, S. (2023). Official or national language?. Dans M. Jadir (Éd.), *Recherches en Littérature, Traductologie et Linguistique* (pp.218-229). Éditions universitaires européennes.
<https://www.researchgate.net/publication/368880508> Official or national language

Hill, C., & Wallace, W. (1996). Introduction Actors and actions. In C. Hill (Ed.), *The actors in Europe's foreign policy* (pp. 1-16). Routledge. https://books.google.be/books?id=7p-gpMGw4pQC&printsec=copyright&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false

Kimura, G. C. (2010). Language rights in Japan: What are they good for? In P. Heinrich, & C. Galan (Eds.), *Language life in Japan* (pp.14-33). Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9780203846674>

McConnell, D. L. (2015). Japan's image problem and the soft power solution: The JET program as cultural diplomacy. Dans Y.Watanabe, & D. L. McConnell (Eds.), *Soft Power Superpowers* (pp. 18-33). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315700700>

Yasuda, T. (2019). Japanese language spread in the colonies and occupied territories. In P. Heinrich, & Y. Ohara (Eds.), *Routledge Handbook of Japanese Sociolinguistics* (pp. 339-353). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315213378>

Articles scientifiques

- Anderson, S. (2017). The stories Nations tell: Sites of pedagogy, historical consciousness, and national narratives. *Canadian Journal of Education / Revue Canadienne de l'éducation*, 40(1), 1–38. <https://www.istor.org/stable/90002346>
- Barko, I. (2000). L'Alliance française : les années Foncin (1883-1914). Contexte, naissance, mutations. *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, (25), 90-115. <https://doi.org/10.4000/dhfles.2948>
- Blommaert, J. (1996). Language and nationalism: comparing Flanders and Tanzania. *Nations and Nationalism*, 2(2), 235-256. <https://doi.org/10.1111/j.1354-5078.1996.00235.x>
- Bonikowski, B. (2016). Nationalism in settled times. *Annual Review of Sociology*, 42(1), 427-449. <https://doi.org/10.1146/annurev-soc-081715-074412>
- Burgess, C. (2004). Maintaining identities: Discourses of homogeneity in a rapidly globalizing Japan. *Electronic journal of contemporary Japanese studies*. <https://www.japanesestudies.org.uk/articles/Burgess.html?pagewanted=all>
- Canut, C. (2010). « À bas la francophonie ! » De la mission civilisatrice du français en Afrique à sa mise en discours postcoloniale. *Langue française*, 167(3), 141-158. <https://doi.org/10.3917/lf.167.0141>
- Charaudeau, P. (2001). Langue, discours et identité culturelle. *Éla. Études de linguistique appliquée*, 123-124, 341-348. <https://doi.org/10.3917/ela.123.0341>
- Chaubet, F. (2004). L'Alliance française ou la diplomatie de la langue (1883-1914). *Revue historique*, 632, 763-785. <https://doi.org/10.3917/rhis.044.0763>
- Chernilo, D. (2020). Beyond the Nation? Or Back to It? Current Trends in the Sociology of Nations and Nationalism. *Sociology*, 54(6), 1072-1087. <https://doi.org/10.1177/0038038520949831>
- Chevalier, J. C. (2009). La France, pays monolingue ou multilingue ?, *Synergies Italie*, (5), 79-85. <https://gerflint.fr/Base/Italie5/chevalier.pdf>
- Clark, P. H. (2020). The Creation of the modern Japanese language in Meiji-Era. *University of Pittsburgh-Japan places, images, times & transformations*. [https://www.japanpitt.pitt.edu/sites/default/files/the creation of the modern jap anese language in meiji-era.pdf](https://www.japanpitt.pitt.edu/sites/default/files/the%20creation%20of%20the%20modern%20japanese%20language%20in%20meiji-era.pdf)

- Fearon, J. D. (1998). Domestic politics, foreign policy, and theories of international relations. *Annual Review of Political Science*, 1(1), 289-313. <https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.1.1.289>
- Gazeau-Secret, A. (2010). Francophonie et diplomatie d'influence. *Géoéconomie*, 55, 39-56. <https://doi.org/10.3917/geoec.055.0039>
- Gentile, E., & Mallett, R. (2000). The Sacralisation of politics: Definitions, interpretations and reflections on the question of secular religion and totalitarianism. *Totalitarian movements and political religions*, 1(1), 18-55. <https://doi.org/10.1080/14690760008406923>
- Goodman, R. (2007). The concept of Kokusaika and Japanese educational reform. *Globalisation, Societies and Education*, 5(1), 71-87. <https://doi.org/10.1080/14767720601133413>
- Gottlieb, N. (2011). The cultures and politics of language in Japan today. In V. Bestor, T. C. Bestor, & A. Yamagata (Eds.), *Routledge handbook of Japanese culture and society* (pp. 42-51). Routledge. <https://www.taylorfrancis.com/chapters/edit/10.4324/9780203818459-5/cultures-politics-language-japan-today-nanette-gottlieb>
- Hashimoto, K. (2000). 'Internationalisation'is' Japanisation': Japan's foreign language education and national identity. *Journal of intercultural studies*, 21(1), 39-51. <https://doi.org/10.1080/07256860050000786>
- Haugh, M. (1998). Native-Speaker Beliefs about Nihonjinron and Miller's "Law of Inverse Returns." *The Journal of the Association of Teachers of Japanese*, 32(2), 27-58. <https://doi.org/10.2307/489578>
- Heinrich, P. (2012). *The making of monolingual Japan: Language ideology and Japanese modernity*. Multilingual Matters. <https://www.researchgate.net/publication/326878750> The Making of Monolingual Japan Language Ideology and Japanese Modernity
- Heinrich, P. (2013). Visions of community. Japanese language spread in Japan, Taiwan and Korea. *Internationales Asienforum*, 44, 105-31. <https://www.researchgate.net/profile/Patrick-Heinrich-2/publication/324170171> Visions of Community Japanese Language spread in Ja

[pan Taiwan and Korea/links/5aca5d6c0f7e9bcd5198ae82/Visions-of-Community-Japanese-Language-spread-in-Japan-Taiwan-and-Korea.pdf](https://www.iris.fr/pan-Taiwan-and-Korea/links/5aca5d6c0f7e9bcd5198ae82/Visions-of-Community-Japanese-Language-spread-in-Japan-Taiwan-and-Korea.pdf)

Hohenecker, L. L. (2012). Le rôle de la langue française dans les relations internationales. *Synergies Pays Germanophones*, (5), 187-196. <https://gerflint.fr/Base/Paysgermanophones5/hohenecker.pdf>

Igarashi, Y. (2018). Standardization and Japanese People's Perception Toward Languages. *立命館国際研究*, 31, 2, 61-77. https://www.ritsumei.ac.jp/ir/isaru/assets/file/journal/31-2_02Igarashi.pdf

Inoguchi, T. (2016). The emergence of comparative politics in Japan. *Asian Journal of Comparative Politics*, 1(1), 77-87. <https://doi.org/10.1177/2057891115618450>

Iwabuchi, K. (2002). "Soft" nationalism and narcissism: Japanese popular culture goes global. *Asian Studies Review*, 26(4), 447-469. <https://doi.org/10.1080/10357820208713357>

Iwabuchi, K. (2015). Pop-culture diplomacy in Japan: Soft power, nation branding and the question of 'international cultural exchange'. *International Journal of Cultural Policy*, 21(4), 419-432. <https://doi.org/10.1080/10286632.2015.1042469>

Joseph, J. (2004). *Language and identity: National, ethnic, religious*. Springer. <https://doi.org/10.1057/9780230503427>

Kamusella, T. D. (2001). Language as an instrument of nationalism in Central Europe. *Nations and nationalism*, 7(2), 235-251. <https://doi.org/10.1111/1469-8219.00014>

Lee, Y. (2017). *The ideology of kokugo: Nationalizing language in modern Japan*. University of Hawaii Press. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt6wqwgz>

Liddicoat, A. J. (2007). Internationalising Japan: Nihonjinron and the Intercultural in Japanese Language-in-education Policy. *Journal of Multicultural Discourses*, 2(1), 32-46. <https://doi.org/10.2167/md043.0>

Link, R. (2012). Interculturalised Japanese logic and values in the aftermath of the March 2011 crisis. *Journal of Intercultural Communication*, 12(1), 1-11. <https://doi.org/10.36923/jicc.v12i1.591>

Matsumoto, Y., & Okamoto, S. (2003). The Construction of the Japanese Language and Culture in Teaching Japanese as a Foreign Language. *Japanese Language and Literature*, 37(1), 27-48. <https://doi.org/10.2307/3594874>

- Mayring, P. (2015). Qualitative content analysis: Theoretical background and procedures. *Approaches to qualitative research in mathematics education: Examples of methodology and methods*, 365-380. https://doi.org/10.1007/978-94-017-9181-6_13
- Nectoux, F. (2001). Nationalism and culture: some reflections on the construction of national languages. In M. Stroinska (Ed.), *Relative Points of View: Linguistic Representation of Culture* (pp. 81-98). Berghahn Books. <https://doi.org/10.2307/j.ctv27tctg8>
- Nonaka, C. (2020). Transnational identity: The struggles of being and becoming a Japanese female professor in a neo-kokusaika phase of Japan. *Research in Comparative and International Education*, 15(3), 234-251. <https://doi.org/10.1177/1745499920946201>
- Otmazgin, N. K. (2012). Geopolitics and soft power: Japan's cultural policy and cultural diplomacy in Asia. *Asia-Pacific Review*, 19(1), 37-61. <https://doi.org/10.1080/13439006.2012.678629>
- Özkan, A. (2015). Strategic practices of public diplomacy policies in educational field and Turkey's potential for cultural diplomacy. *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, 176, 35-43. <https://doi.org/10.1016/j.sbspro.2015.01.441>
- Patterson, M., & Monroe, K. R. (1998). Narrative in political science. *Annual review of political science*, 1(1), 315-331. <https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.1.1.315>
- Ramsey, S. R. (2004). The Japanese language and the making of tradition. *Japanese Language and Literature*, 38(1), 81-110. <https://doi.org/10.2307/4141273>
- Rear, D. (2017). A Critical Analysis of Japanese Identity Discourse: Alternatives to the Hegemony of Nihonjinron. *Asian Studies: Journal of Critical Perspectives on Asia*, 53(2). https://asj.upd.edu.ph/mediabox/archive/ASJ_53_2_2017/Critical_Analysis_Japanese_Identity_Discourse_Alternatives_Nihonjinron_Rear.pdf
- Roller, M. R. (2019). A quality approach to qualitative content analysis: Similarities and differences compared to other qualitative methods. *Forum Qualitative Sozialforschung Forum: Qualitative Social Research*, 20(3). <https://doi.org/10.17169/fqs-20.3.3385>
- Roselli, M. (1996). Le projet politique de la langue française. Le rôle de l'Alliance française. *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 9(36), 73-94. https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1996_num_9_36_1980

- Saraçoğlu, C., & Demirkol, Ö. (2015). Nationalism and foreign policy discourse in Turkey under the AKP rule: Geography, history and national identity. *British Journal of Middle Eastern Studies*, 42(3), 301-319. <https://doi.org/10.1080/13530194.2014.947152>
- Saruhashi, J. (2008). An Overview of Linguistic Issues in Japan: Exploring a Scheme for Diversified Linguistic Efforts Management. *Intercultural Communication Studies*, 17(4), 141-151. <https://citeseerx.ist.psu.edu/document?repid=rep1&type=pdf&doi=b95b8664c63d03f00b821aeba7d31e782aefd6d2>
- Tai, E. (2003). Rethinking culture, national culture, and Japanese culture. *Japanese Language and Literature*, 37(1), 1-26. <https://doi.org/10.2307/3594873>
- Tukahara, N. (2002). The sociolinguistic situation of English in Japan. *Revista de Sociolinguística*. 1-10. https://www.gencat.cat/llengua/noves/noves/hm02tardor/internacional/a_nobuyuki.pdf
- Turnbull, B. (2020). Beyond bilingualism in Japan: Examining the translingual trends of a “monolingual” nation. *International Journal of Bilingualism*, 24(4), 634-650. <https://doi.org/10.1177/1367006919873428>
- Vyas, U. (2008). The Japan Foundation in China: an agent of Japan's soft power?. *electronic journal of contemporary japanese studies*.
- Woods, E. T., & Debs, M. (2013). Towards a cultural sociology of nations and nationalism. *Nations and Nationalism*, 19(4), 607-614. <https://doi.org/10.1111/nana.12036>
- Yamamoto, K. (2006). Performance of semi-autonomous public bodies: linkage between autonomy and performance in Japanese agencies. *Public Administration and Development: The International Journal of Management Research and Practice*, 26(1), 35-44. <https://doi.org/10.1002/pad.369>

Mémoires et thèses publiés

- Isozaki, H. (2007). *What explains the introduction of Independent Administrative Agencies in Japan? An analysis of the recent administrative reform process* [Master's thesis, London School of Economics and Political Science]. ResearchGate.

Oka, M. (2004). *The governance of national art museums in Japan: The impact of the Independent Administrative Institution law* [Master's thesis, American University]. ProQuest.

Papiers non publiés

Borg, P. (2018). *What is the JET programme really for? A discussion of official discourse and policy*. http://gku-repository.gku.ac.jp/bitstream/11207/274/1/ronshu_52%282%29_089_borg.pdf

Kaneko, Y. (1999, juillet). Government reform in Japan [Conférence] The First Specialised International Conference of International Institute of Administrative Sciences (IIAS), London. https://www.iam.or.jp/asia-pacific_panel/pdfdownloads/london99-paper2.pdf

Documents officiels

Act on General Rules for Incorporated Administrative Agencies (Act No. 103 of July 16, 1999).

Japan Foundation. (2004). *The Japan Foundation Annual Report 2003*. <https://www.jpf.go.jp/e/about/result/ar/2003/pdf/ar2003.pdf>

Japan Foundation. (2007). *The Japan Foundation 2006 Annual Report*. <https://www.jpf.go.jp/e/about/result/ar/2006/pdf/ar2006.pdf>

Japan Foundation. (2011). *The Japan Foundation 2011/2011 Annual Report*. <https://www.jpf.go.jp/e/about/result/ar/2010/pdf/ar2010.pdf>

Japan Foundation. (2018). *The Japan Foundation 2016/2017 Annual Report*. <https://www.jpf.go.jp/e/about/result/ar/2016/pdf/dl/ar2016e.pdf>

Japan Foundation. (2023). *The Japan Foundation Annual Report 2022/2023*. <https://www.jpf.go.jp/e/about/result/ar/2022/pdf/dl/ar2022e.pdf>

Ministry of Foreign Affairs of Japan. (1973). *Diplomatic Bluebook for 1972*. <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/1972/1972-contents.htm>

Ministry of Foreign Affairs of Japan. (2004). *Diplomatic Bluebook 2004*. <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2004/index.html>

Ministry of Foreign Affairs of Japan. (2010). *Diplomatic Bluebook 2010*.
<https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2010/index.html>

Ministry of Foreign Affairs of Japan. (2015). *Diplomatic Bluebook 2015*.
https://www.mofa.go.jp/fp/pp/page24e_000100.html

Ministry of Foreign Affairs of Japan. (2017). *Diplomatic Bluebook 2017*.
https://www.mofa.go.jp/fp/pp/page22e_000817.html

Ministry of Foreign Affairs of Japan. (2020). *Diplomatic Bluebook 2020*.
https://www.mofa.go.jp/fp/pp/page22e_000932.html

Ministry of Foreign Affairs of Japan. (2022). *Diplomatic Bluebook 2022*.
https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2022/pdf/en_index.html

Sites internet

Arlettaz, J. (2012). De quoi la langue est-elle le droit ? *Revue des droits et libertés fondamentales*. <https://revuedlf.com/droit-constitutionnel/de-quoi-la-langue-est-elle-le-droit-article/>

Japan Foundation Toronto (n.d.). *Background*. <https://tr.jpf.go.jp/about-us/background/>

Organisation internationale de la Francophonie. (n.d.). *Les acteurs de la coopération francophone*. Organisation internationale de la Francophonie.
<https://www.francophonie.org/qui-sommes-nous-5>

Snow, N. (2023, January 6). *The Japan Foundation is key to the country's soft power*. Nikkei Asia. <https://asia.nikkei.com/Opinion/The-Japan-Foundation-is-key-to-the-country-s-soft-power>

The connection between language and national identity. (n.d.). Verbal Planet.
<https://www.verbalplanet.com/blog/languages-and-national-identity.asp>

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.